

Évaluées à **plus de 100 milliards d'euros**, les aides de l'État, peu efficaces, sont attribuées selon le poids de lobbies industriels toujours prompts à tendre la sèbile.

L'aéronautique n'est pas le seul secteur industriel perfusé avec l'argent des contribuables. Des buralistes aux fabricants d'éoliennes en passant par les fabricants de biocarburants, tout le monde en croque. Les industriels jouent un double jeu. Toujours prompts à vociférer contre le niveau spoliateur de la fiscalité française, ils réclament en même temps des commandes publiques et des baisses de cotisations sociales financées par l'impôt.

Exemple le plus récent de la région, la **Métropole de Lyon** a décidé de subventionner le groupe **Safran** à hauteur de 100 000 euros, tout comme la région **Rhône-Alpes**.

Selon une récente étude du cabinet **Ernst & Young**, on recensait plus de **6 000 dispositifs d'aides différents à la fin de l'année dernière**. Ce pactole est principalement ventilé par l'État, les chambres consulaires et les collectivités locales. Aux aides nationales s'ajoutent celles de **l'Union européenne**, réparties à travers différents intermédiaires financiers. Dont le **FEI** (Fonds européen d'investissement), la **BEI** (Banque européenne d'investissement) ou encore le **FEDER** (Fonds européen de développement européen régional) qui a **injecté 10,1 milliards d'euros en France entre 2007 et 2013**.

Selon l'Association **Regards Citoyens**, citée par **L'Expansion**, 2 500 représentants d'organisations professionnelles ou d'intérêts privés ont frappé à la porte des parlementaires entre 2007 et 2010. Banques, agriculture, automobile, spatial, nucléaire, BTP, énergie, santé, tous les secteurs cherchent à décrocher le jackpot grâce aussi à de puissantes organisations professionnelles. L'association cite **EADS, EDF, Total, GDF Suez et Bouygues** parmi les groupes de pression les plus actifs.

Cette volonté des pouvoirs publics de jouer au demiurge économique est-elle légitime ? Non. Comme le **souignait Jean Tirole, prix Nobel d'économie 2014**, lors de son audition par la **commission des finances de l'Assemblée nationale** en février 2015 : « Si les économistes ne croient pas en la politique industrielle de l'État, c'est parce qu'il n'est pas le mieux placé pour identifier les secteurs d'avenir et qu'il est soumis à la pression des lobbies ».

Avec 40.000 entreprises employeuses par an avant la crise de 2008, **nous n'avons créé que la moitié du nombre d'entreprises employeuses créées par les Allemands ou les Britanniques. En 2009, ce chiffre est tombé à 33.000 et a poursuivi sa chute. Eurostat** publiait ainsi, qu'en 2012 nous avons créé seulement 26.000 entreprises employeuses avec 100.000 emplois salariés et les Britanniques 237.000 entreprises employeuses avec 600.000 emplois salariés. Un désastre expliquant la montée inexorable du chômage en France alors que les Allemands et les Britanniques sont proches du plein emploi.

La **DGE** (la Direction Générale des Entreprises) de Bercy a par ailleurs montré que les sources principales de financement des start-ups, étaient insignifiantes : même en intégrant la différence de taille, **60 millions d'euros ici, pour 20 milliards de dollars aux USA**. La **BPI** et

à la **Caisse des Dépôts** viennent saupoudrer un peu tout le monde avec des fonds publics mais qui peut encore croire que les représentants syndiqués de la **BPI** vont se « défoncer » pour l'entreprise et avoir l'efficacité des investisseurs privés risquant leurs fonds personnels ?

Faute de dispositifs fiscaux adéquats comme en ont les USA ou le Royaume-Uni, la France n'avait pas en 2002 de Business Angels et les faisait même fuir avec l'ISF.

À quoi servent les milliards d'euros du **crédit impôt recherche** (CIR) versés chaque année aux entreprises ? Lorsque le monde de la recherche s'est mobilisé à l'automne pour dénoncer la précarité croissante dans leurs laboratoires, il avait pointé du doigt cette colossale niche fiscale en s'interrogeant sur l'efficacité du dispositif destiné à soutenir la recherche dans le secteur privé.

Une enquête menée au cours des derniers mois par trois chercheurs du collectif **Sciences en marche** montre qu'il n'existe **aucune corrélation entre l'emploi en Recherche et développement dans les entreprises et le CIR**. Pire, près de **6 milliards d'euros auraient en réalité été détournés** de leur objectif dans les entreprises de plus de 500 salariés entre 2007 et 2012. Certains chiffres laissent également perplexes. Pourquoi du jour au lendemain, de 2006 à 2007, soit un an avant la réforme du crédit impôt recherche, les entreprises ont-elles déclaré embaucher tout à coup massivement des cadres de R&D ; ces embauches seraient ainsi **passées en un an de 6 % à 24 % selon l'Apec** ? Peut-être parce qu'en 2008, les entreprises ont déclaré leurs dépenses de 2007. Selon les chercheurs qui ont mené l'étude, « l'antécédence d'une année et la brutalité de la hausse indiquent certainement une fraude, les entreprises ayant requalifié a posteriori leurs recrutements ». : « Le caractère aberrant de l'évolution des recrutements de cadres de R&D met au jour la **probabilité de fraude massive au travers de la requalification d'emplois administratifs ou de production en emplois de R&D.** »

Couper dans les milliards de subventions aux entreprises, baisser la pression fiscale, recentrer l'État sur ses missions régaliennes et laisser les entreprises s'occuper d'économie n'est pas une hérésie : les entreprises qui acceptent des aides sont des entreprises qui renoncent et abandonnent une partie de leur propriété et de leur liberté !

Il apparaît que le système britannique déploie moins de ressources et pourtant, en activant le levier de la concurrence, atteint le même niveau de performance que le système allemand misant sur la coopération. Cette efficacité du système de concurrence est aussi avérée si l'on compare la France qui dépense plus que son voisin anglais, mais gagne moins en performance que lui.